

PREFET DE LA REGION OCCITANIE

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Occitanie

Décision de dispense d'étude d'impact après examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement sur la construction d'une serre agricole à toiture photovoltaïque sur le territoire de la commune de Ceyras (34) déposé par EARL Jardins d'Hortus

Le préfet de région, en tant qu'autorité administrative compétente en matière d'environnement en application de l'article R.122-6 du Code de l'environnement,

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R.122-2 et R. 122-3 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu la demande d'examen au cas par cas relative au projet référencé ci-après :

- n°2017-005400,
- **Construction d'une serre agricole à toiture photovoltaïque sur le territoire de la commune de Ceyras (34) déposée par EARL Jardins d'Hortus,**
- **reçue le 26 juillet 2017 et considérée complète le 21 septembre 2017 ;**

Vu l'arrêté du préfet de région Occitanie, en date du 04 janvier 2016, portant délégation de signature au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

Considérant la nature du projet :

- qui porte sur une serre d'une surface totale de 5 135 m², support de panneaux photovoltaïques en toiture ;

- qui relève de la rubrique 30° du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement, soumettant à examen au cas par cas les installations sur serres et ombrières d'une puissance égale ou supérieure à 250 kWc ;

Considérant la localisation du projet :

- qui s'implante sur des terres agricoles actuellement travaillées en cultures maraîchères de plein champs, ne présentant pas de sensibilité particulière au niveau de la biodiversité ;

Considérant qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire, et des connaissances disponibles à ce stade, le projet n'est pas susceptible d'impacts notables sur l'environnement compte tenu :

- que le projet se situe aux abords de la Chapelle Notre Dame de l'Hortus (monument historique inscrit), mais hors du périmètre de protection modifié de ce site réalisé par le service de l'UDAP de l'Hérault qui n'émet pas d'observation particulière sur le projet de construction de serres ;

- que les co-visibilités entre le projet et la chapelle sont limitées par la présence de haies et de bosquets ;

- que les écrans visuels naturels existants doivent être conservés (haies) et que des mesures d'insertions paysagères sont prévues (plantation de haies arborées) ;

- que les eaux de pluie sont récupérées et stockées dans des bassins de rétention avec rejets d'eaux pluviales dans le milieu ;

- que les prélèvements en eau nécessaires pour l'irrigation des cultures du projet sont assurés par le réseau collectif du canal de l'ASA de Gignac et que les droits d'eau actuels sont suffisants pour irriguer les surfaces du projet sans prélèvement supplémentaire par rapport à la situation actuelle ;

- qu'au regard des rejets d'eaux pluviales et des prélèvements en eaux nécessaires pour l'irrigation de la serre, l'analyse qui sera réalisée dans le cadre du document d'incidence au titre de la loi sur l'eau à laquelle le projet est soumis sera suffisante pour évaluer et prendre en compte les impacts sur le milieu ;

Décide

Article 1^{er}

Le projet de construction d'une serre agricole à toiture photovoltaïque sur le territoire de la commune de Ceyras (34), objet de la demande n°2017-005400, n'est pas soumis à étude d'impact.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3

La présente décision sera publiée sur le site de la DREAL.

Fait à Montpellier, le

16 OCT. 2017

Pour le préfet de région et par délégation,



Frédéric DENTAND
Directeur Adjoint DEC

Voies et délais de recours

1- décision imposant la réalisation d'une étude d'impact

Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :

Monsieur le préfet de région

DREAL Occitanie

1 rue de la Cité administrative Bât G

CS 80002 - 31074 Toulouse Cedex 9

(Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.

Recours gracieux :

Monsieur le préfet de région

DREAL Occitanie

1 rue de la Cité administrative Bât G

CS 80002 - 31074 Toulouse Cedex 9

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique :

Monsieur le ministre de la transition écologique et solidaire

Tour Séquoia

92055 La Défense Cedex

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux :

Tribunal administratif de Toulouse

68 rue Raymond IV

BP 7007 - 31068 Toulouse Cedex 7

(Formé dans le délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique)